



Coalition for Rainforest Nations

Aller de l'avant: *Partenariat provisoire REDD+*

*Considérations de la PNG pour les
conclusions de Paris-Oslo*

Paris, France
11 mars 2010

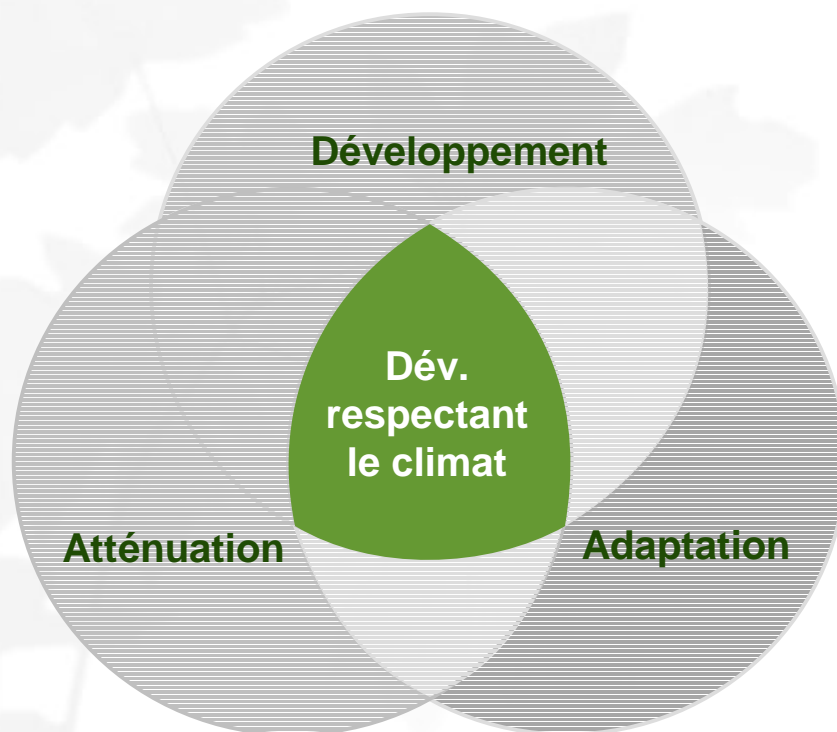


Plan

- 1. Expérience PNG: Développement et REDD+**
2. Statut de la REDD+ après Copenhague
3. Réflexions sur les besoins institutionnels en vue d'un arrangement provisoire REDD+
4. Conclusions et prochaines étapes

La stratégie de développement de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, respectueuse du climat, a trois objectifs à atteindre simultanément

Cadre stratégique



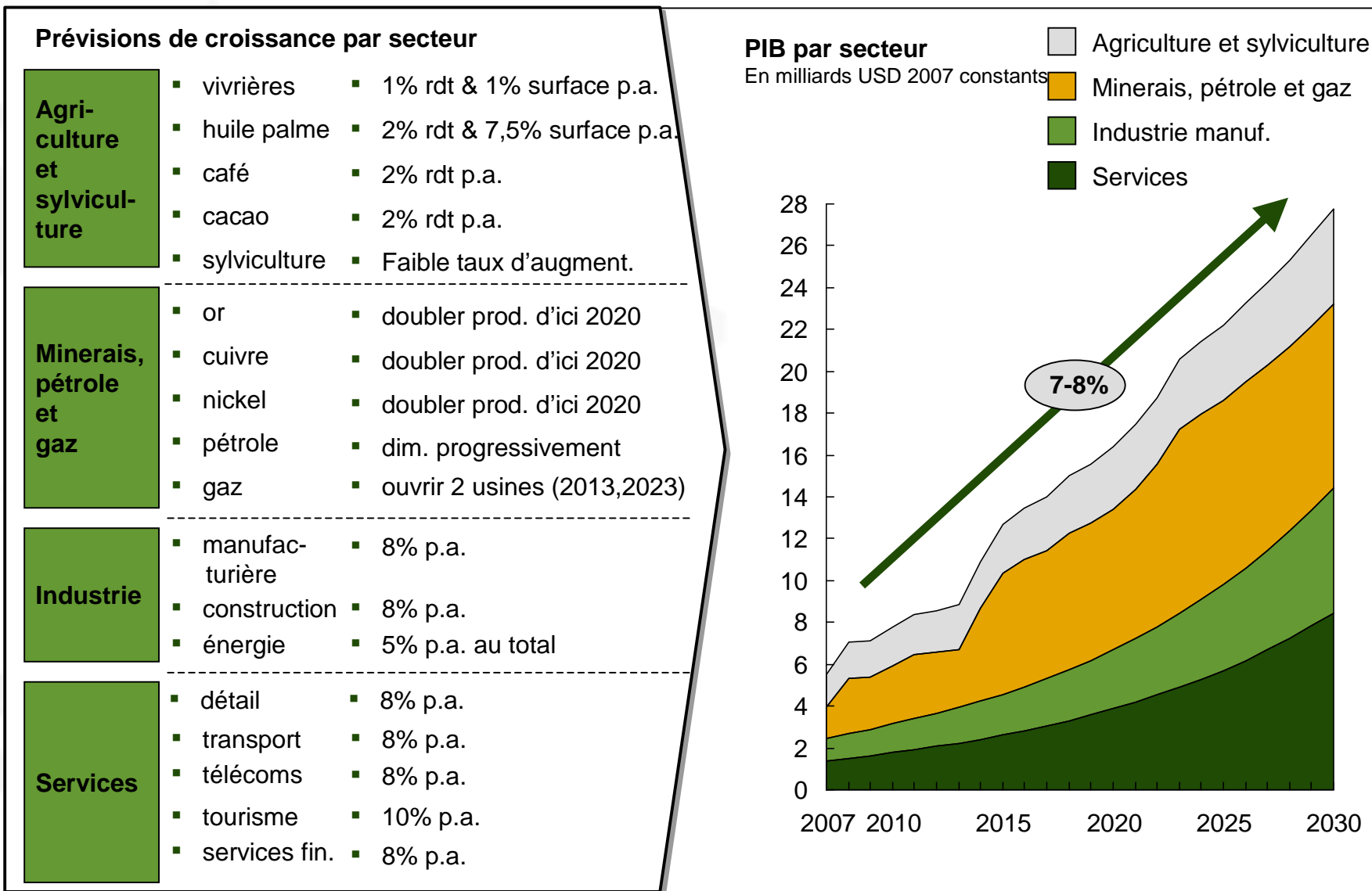
Objectifs

Développement économique : atteindre PIB par habitant de 3000 USD d'ici 2030 (1000 USD en 2009) en répondant aux aspirations de nos concitoyens à une vie meilleure.

Atténuation : réduire les émissions de gaz à effet de serre d'au moins 50% d'ici 2030 et devenir neutres en carbone d'ici 2050. Objectif réalisé à plus de 90% par REDD+

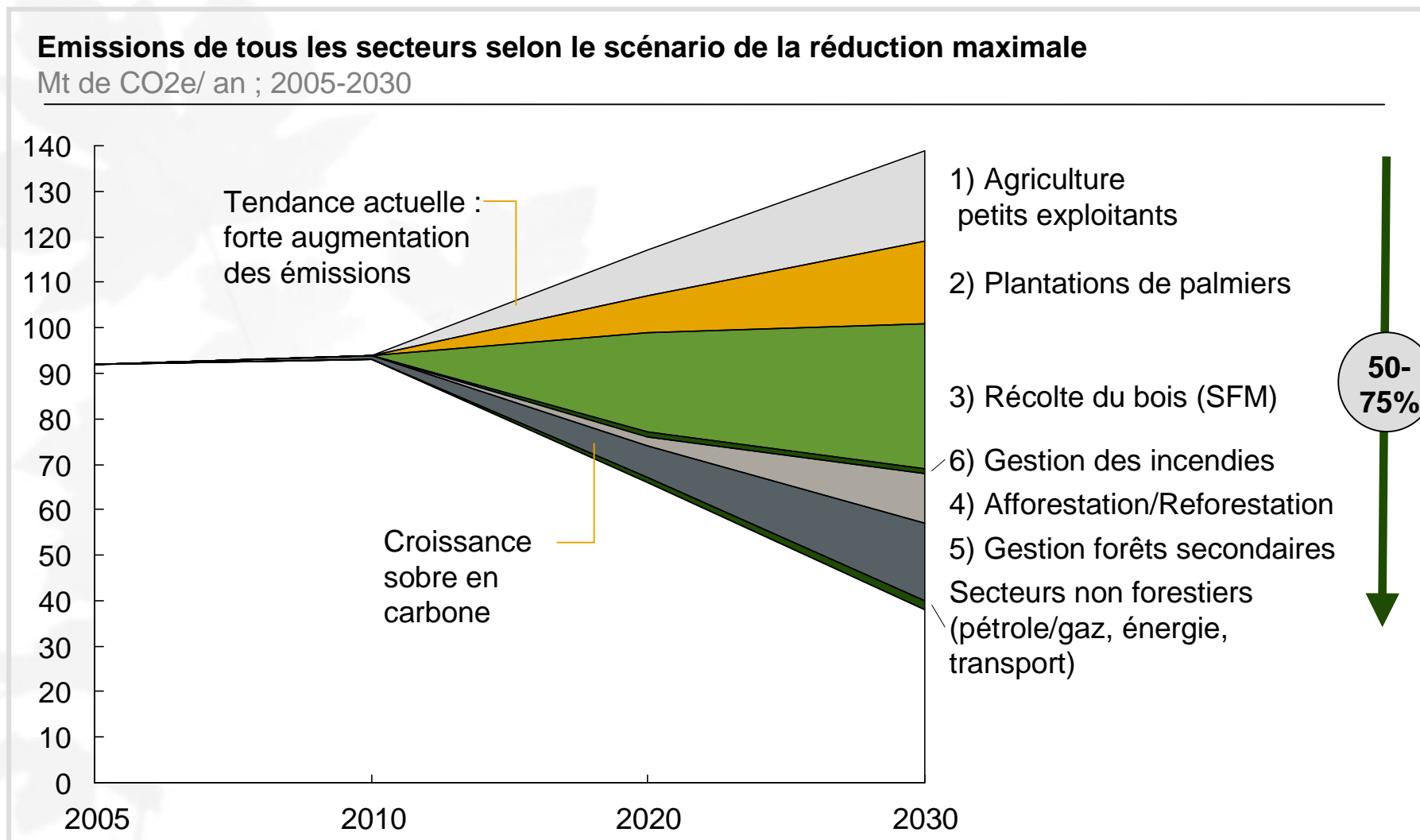
Adaptation: Investir pour réduire la vulnérabilité aux risques liés au changement climatique (inondations côtières et internes, paludisme et modification du rendement agricole).

La "Vision 2050" de la PNG nécessite une forte croissance, basée sur l'agriculture, le secteur minier, le pétrole, le gaz et les services



Les émissions globales peuvent être réduites de 50-75% d'ici 2030 pour atteindre la neutralité carbone d'ici 2050

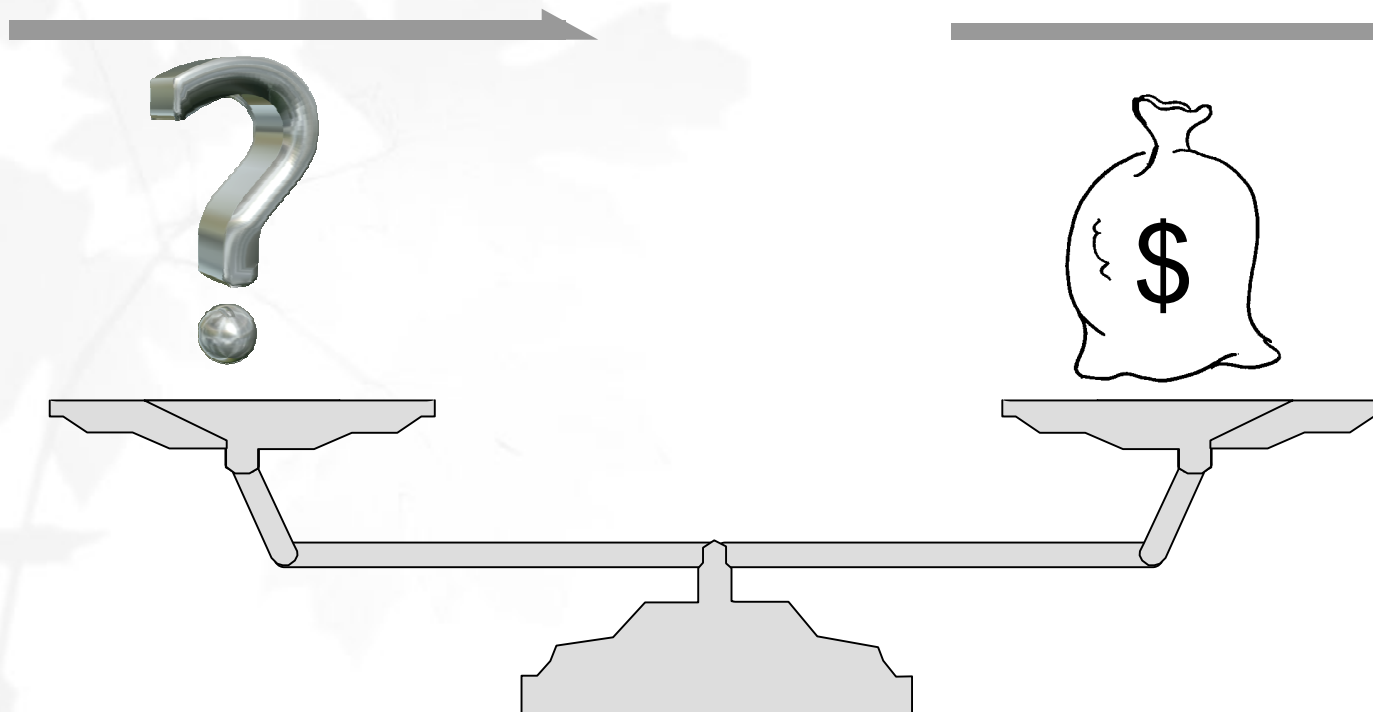
PRELIMINAIRE



Prévisibilité des fonds nécessaires aux pays en développement pour s'engager sur la voie d'une croissance sobre en carbone

Le risque politique et économique lié à des transformations écon. difficiles...

... doit être compensé par des financements adéquats, prévisibles et durables



Plan

1. Expérience PNG : Développement et REDD+
- 2. Statut de la REDD+ après Copenhague**
3. Réflexions sur les besoins institutionnels en vue d'un arrangement provisoire REDD+
4. Conclusions et prochaines étapes

L'Accord de Copenhague : des engagements financiers substantiels

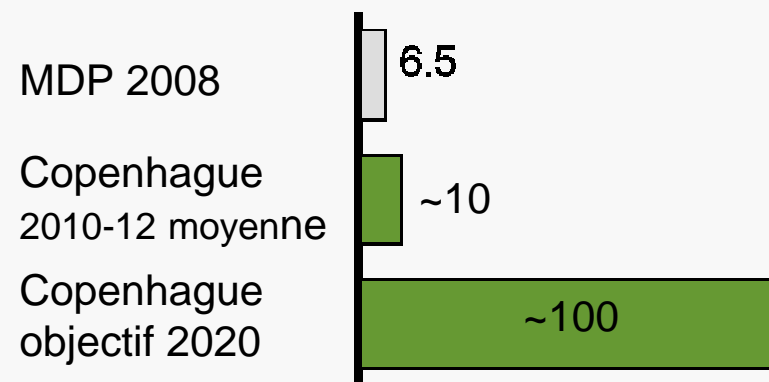
Principes de l'Accord de Copenhague

- Limiter le réchauffement mondial au maximum à 2°C au-dessus du niveau préindustriel, pour tous les pays
- Reconnaître que l'atténuation dans les pays en dév. doit accompagner le développement économique
- Élargir le champ des actions d'atténuation à plus de pays et de secteurs (modif. aménagement des terres et sylviculture)
- Réaffirmer la REDD+ comme composante essentielle de l'atténuation
- Accroître l'importance de l'adaptation et fournir des fonds supplémentaires
- Obliger les pays développés à fournir une aide financière sans précédent de 100 milliards USD par an d'ici 2020

Financement et prochaines étapes

Financement MDP - Copenhague

Milliards USD

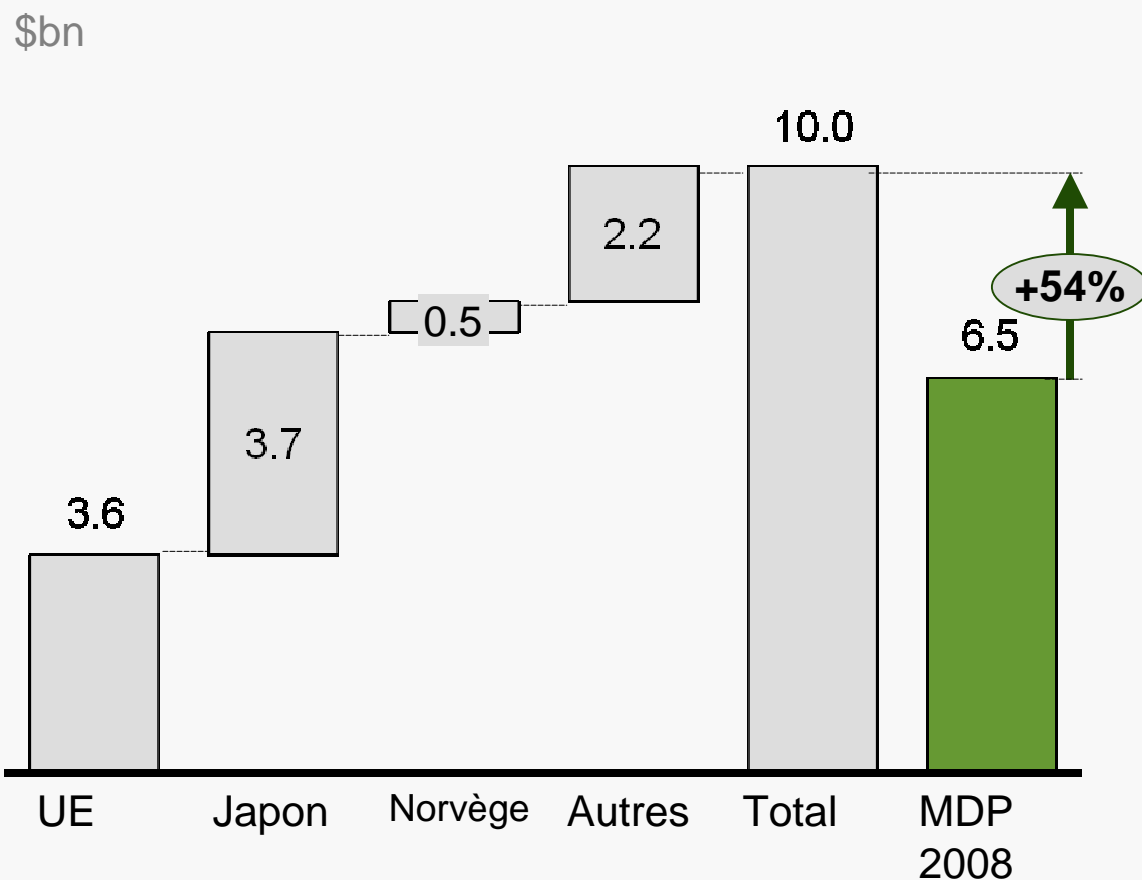


Prochaines étapes

- 70 pays ont pris des engagements publics sur des mesures d'atténuation et d'adaptation depuis Copenhague
- L' Accord envisage une poursuite de l'engagement avec le processus CCNUCC, d'ici la COP16 de Mexico

Financements à court terme dans le cadre d'un partenariat accéléré

Financement accéléré par an 2010–12



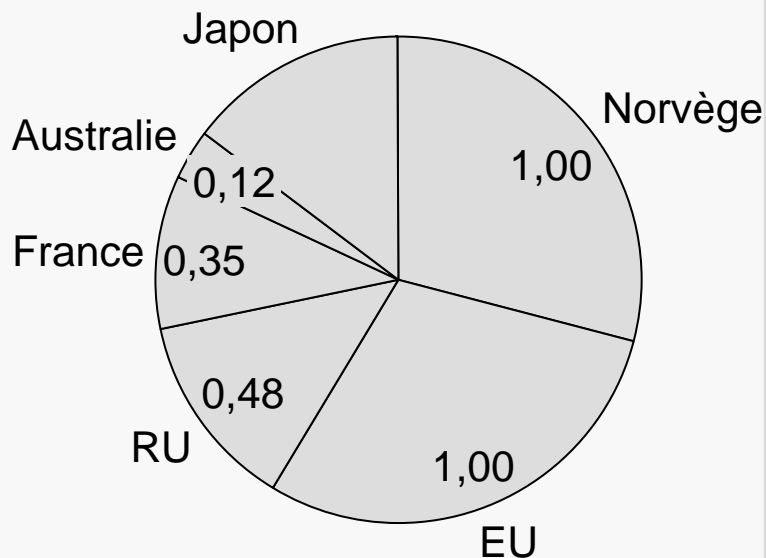
- Engagement formel des pays développés de 30 Mrds USD pour 2010-12
 - Adaptation et REDD fortement soulignées
 - Mécanisme d'allocation des fonds peu clair
- Objectif de 100 Mrds USD par an d'ici 2020 en financements à long terme
 - Sources non définies
 - Systèmes de gouvernance à définir
 - MDP pas (encore) pris en compte

Rôle de la REDD reconnu et 3,5 Mrds USD déjà promis

3,5 Mrd USD promis pour REDD+...

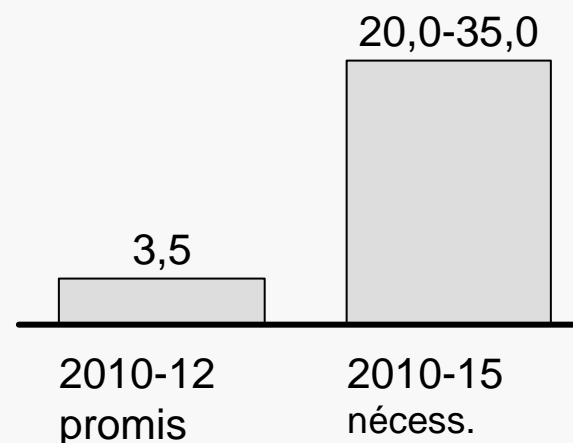
Mrds USD, total 2010-12

100% = 3,5



...mais engagements sont un 1er pas

\$bn



- **15–25 Mrds € (20-35 Mrd USD)** nécessaires pour premières actions REDD+ 2010–15 pour réduire de 25% la déforestation mondiale [IWG-IFR]
- Engagements 2010–12 : environ 1/3 du niveau requis

REDD+ presque achevée dans le cadre de la CCNUCC

Organe

Récapitulatif

Conférence des Parties

- Aspects REDD+ des futurs régimes
- Appliquer méthodes GIEC pour estimation carbone
- Systèmes nationaux de suivi des forêts (action)
- Orientation pour actions de démonstration

SBSTA

- Systèmes nationaux de suivi des forêts
- Le cas échéant, systèmes infranationaux dans le cadres des systèmes nationaux de suivi
- Données historiques, adaptation à la situation nationale

AWG-LCA

- Principes
- Garanties
- Comprenant toutes les actions REDD+
- Approche progressive

Questions en suspens

- Ambition (réductions et financement)
- Structure du mécanisme financier (NAMAs?)
- Comptabilité nationale (rôle sous-national)
- Systèmes de MRV des actions et soutien

Plan

1. Expérience PNG : Développement et REDD+
2. Statut de la REDD+ après Copenhague
- 3. Réflexions sur les besoins institutionnels en vue d'un arrangement provisoire REDD+**
4. Conclusions et prochaines étapes

Présentation générale des grandes initiatives REDD+

Liste non exhaustive

Fonds multilatéraux

Initiative REDD+

- Fonds disponibilité FPCF (\$180 / \$155 / \$10 / \$3*)

- Fonds de carbone FPCF (\$55 / \$34 / \$0 / \$0*)

- Programme ONU-REDD (\$74 / \$54 / \$10 / \$16[\$2]*)

- FIP (\$406 / \$0 / \$0 / \$0*)

- FEM (\$250 / \$0 / \$0 / \$0*)

- CBFF (\$200 / \$200 / \$? / \$?*)

Partenariats bilatéraux

- Fonds pour l'Amazonie

- Guyana REDD+ Fonds d'investissement (GRIF)

Autres

- ONG
- Pays volontaires

Paie ment

- pour préparation du plan et des activités de disponibilité

- pour disponibilité et réductions des émissions

- pour préparations relatives à la disponibilité

- pour transformation relative à la disponibilité

- pour projets

- pour projets

- pour performance

- pour performance

- sans objet (pour chaque initiative)

▪ Engagement : ~ \$1 Mrd USD

▪ Décaissés directement à REDD+ : ~10 millions USD

* \$ Promis / \$ Reçus / \$ Secrétariat, \$ Payés

Il est urgent de restructurer les efforts REDD+ actuels

La situation d'aujourd'hui...

- Manque de coordination
- Gouvernance superposée
- Sous-financements significatifs
- Méthodes incohérentes
- Lacunes de l'apprentissage
- Prise de décisions inefficace
- Participation des acteurs mal définie
- Planification du développement non intégrée

... doit être améliorée

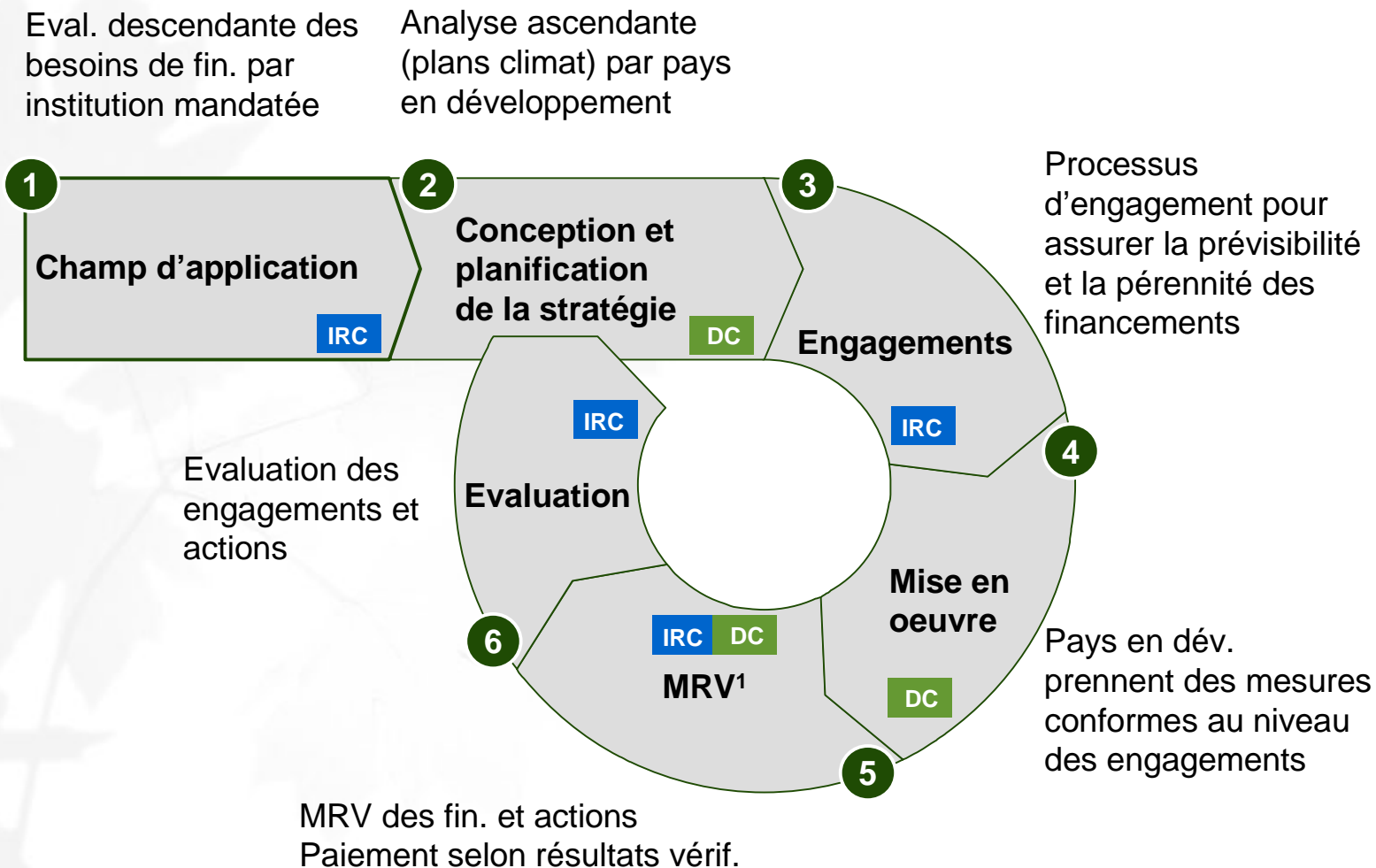
- Mise en place d'1 coordination centrale
- Responsabilités claires
- Financements de sources multiples
- Série d'orientations agréée
- Echange des bonnes pratiques et connaissances
- Processus clairs et simplifiés
- Consultation adéquate et régulière
- Stratégies nationales de développement

Créer un cadre institutionnel et de financement à l'appui du processus de financement

Responsible:

IRC Interim REDD+ Com.

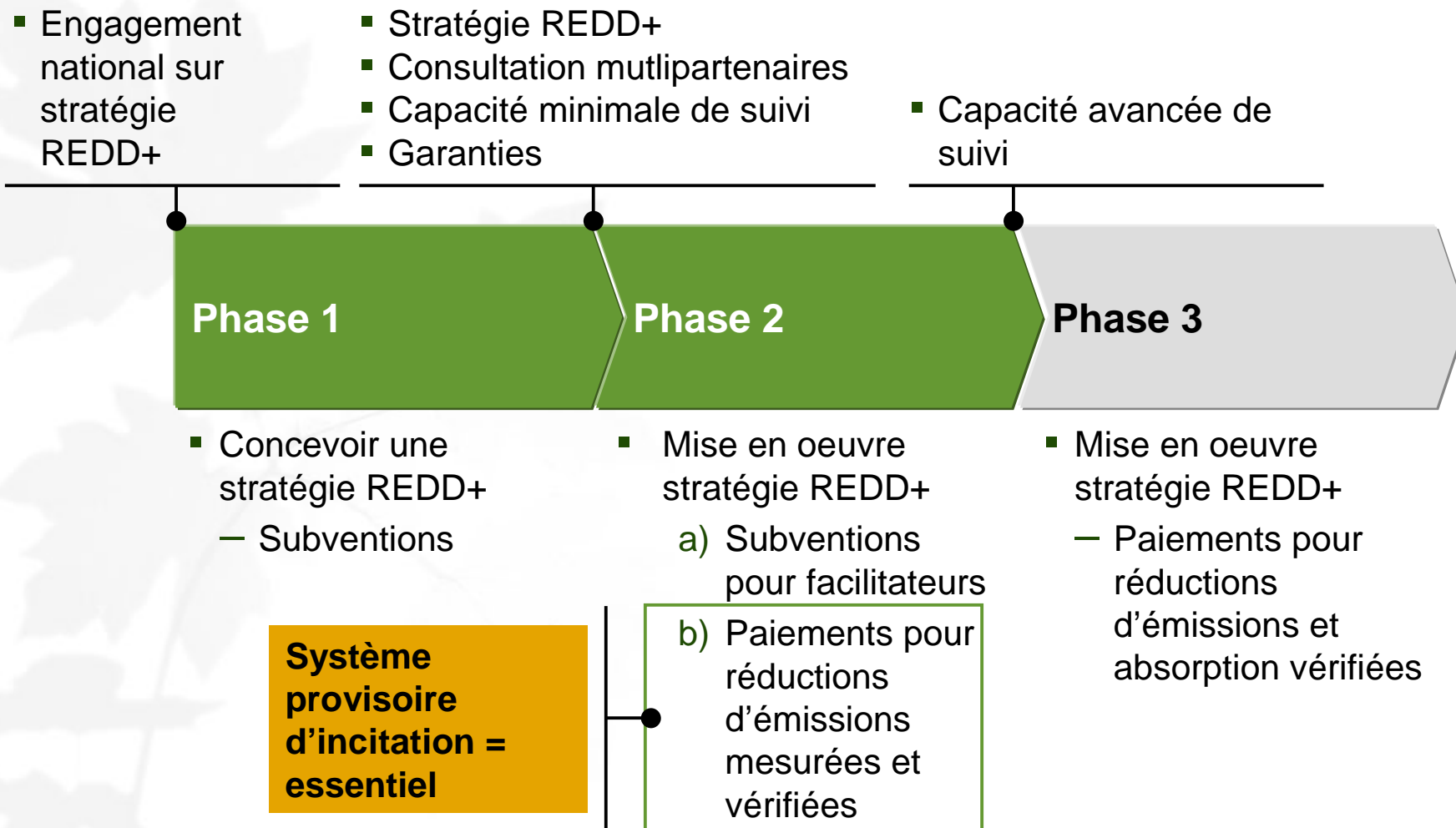
DC Pays en dév.



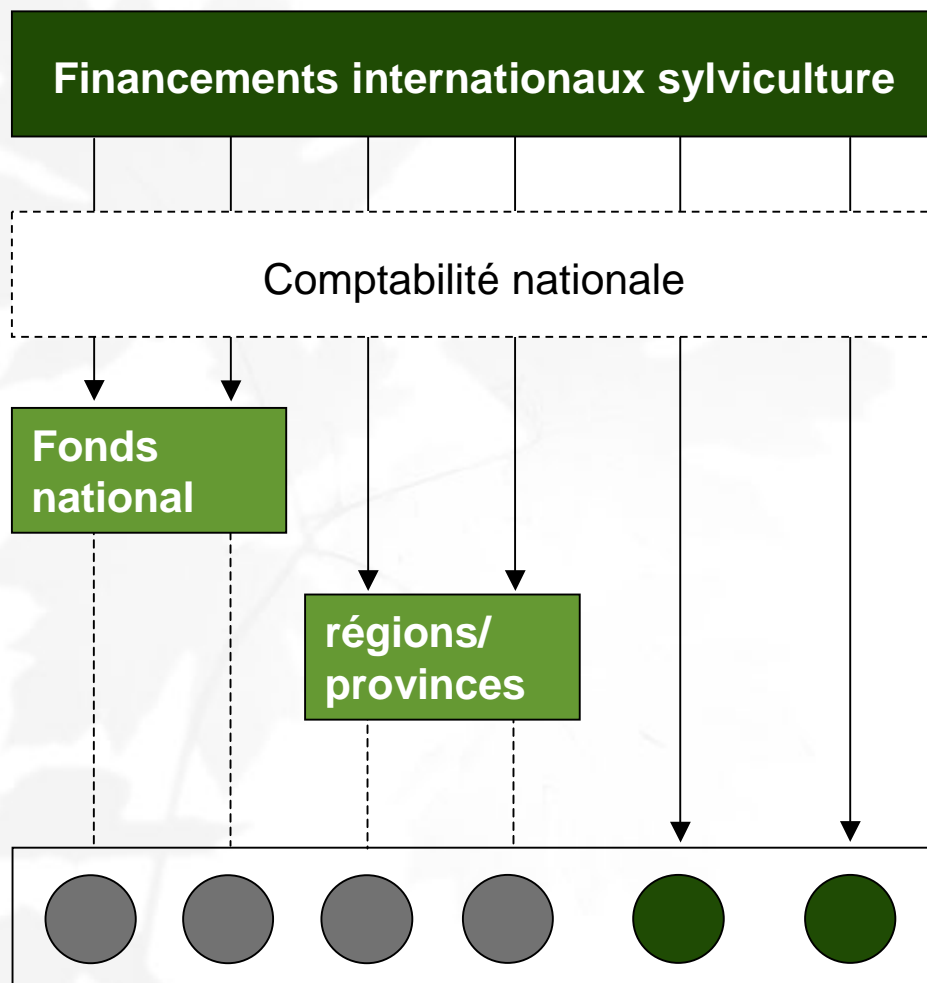
1 DC chargé des mesures et des rapports, organe de haut niveau supervisant la vérification

Une approche progressive = flexibilité et action immédiate

■ Potentiel de financements provisoires



Options nationales de distribution des fin. selon mesure ou acteur



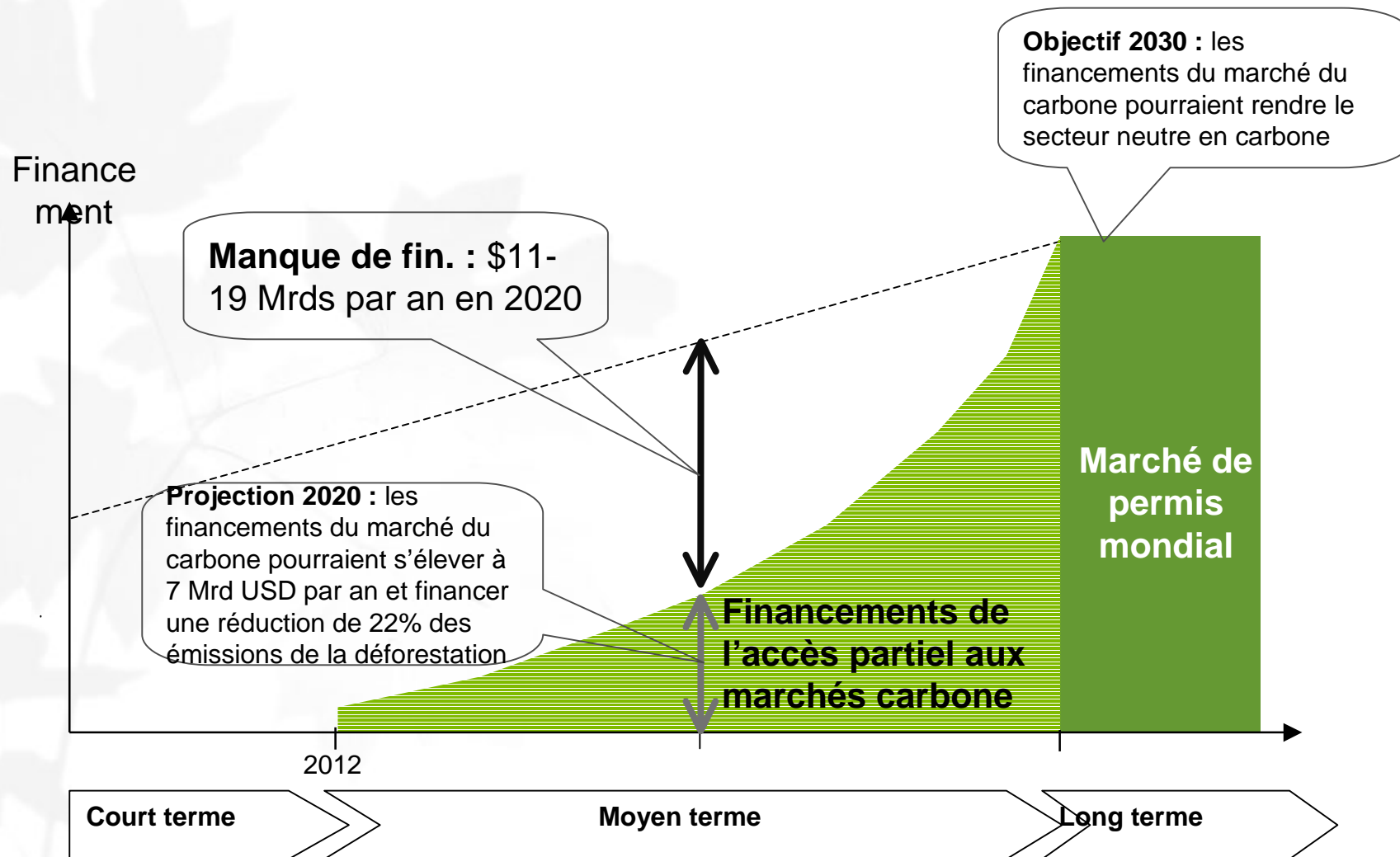
← Toutes les unités sont enregistrées au plan national pour éviter “double comptage”

← L’Etat peut choisir d’investir directement et de conserver les crédits au niveau central...

← ...et /ou de répartir les crédits au niveau régional

← ...et / ou de permettre aux investisseurs et aux communautés locales de certifier les projets et recevoir les crédits en retour

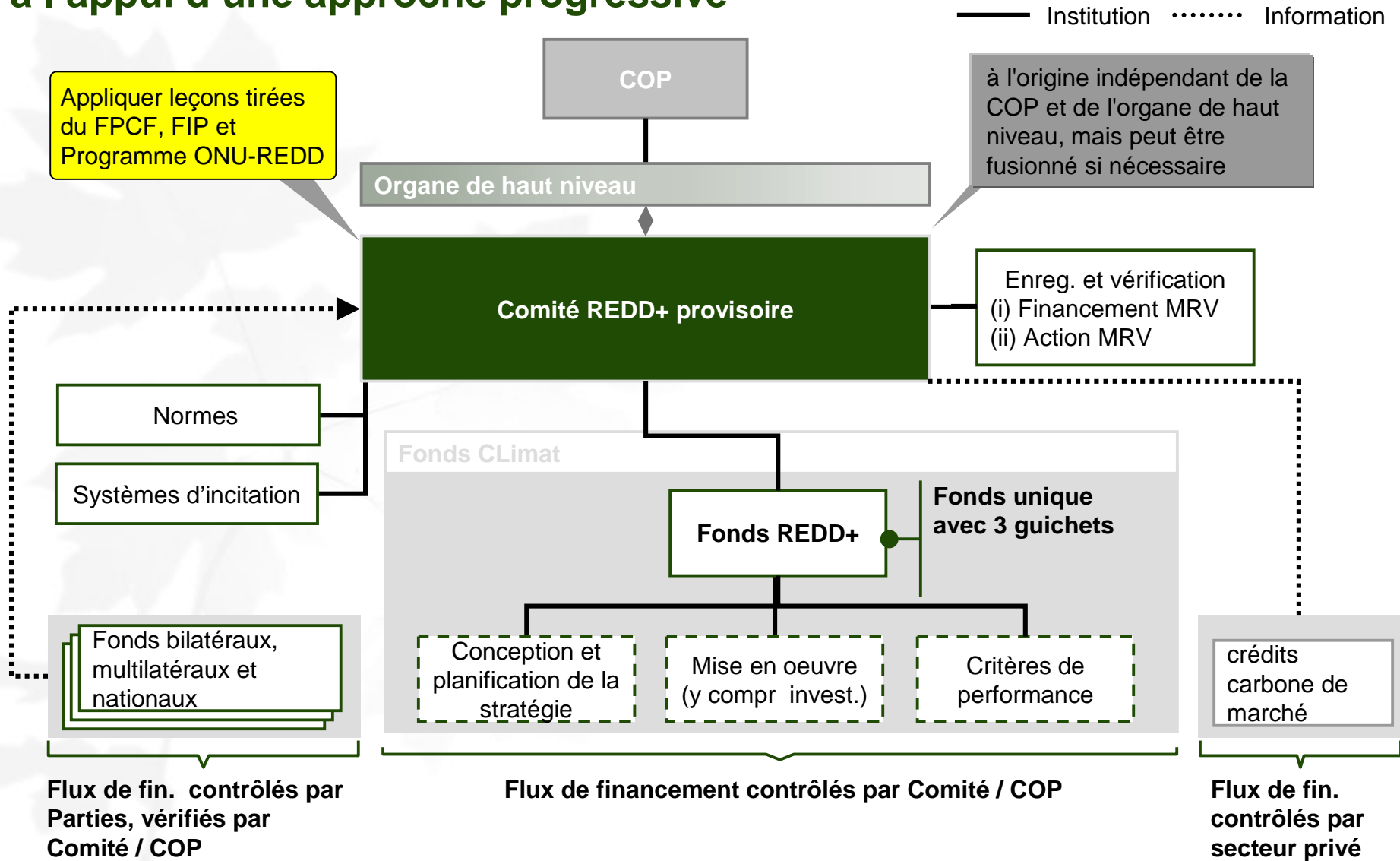
Des financements publics nécessaires avant l'introduction de marchés du carbone à moyen terme



Des institutions nationales s'appuyant sur une série de principes

Principe	Description
Développement des fonctions de gouvernance nationale	<ul style="list-style-type: none">▪ Les pays en dév. doivent créer une structure de gouvernance qui corres. au mécanisme de fin. mondial, soutient le renforcement des institutions nationales et assure le dév. des organes techniques
Renforcement des fonds fiduciaires nationaux	<ul style="list-style-type: none">▪ Les fonds fiduciaires nationaux doivent travailler de manière fiable et transparente▪ Répartition équitable et juste des bénéfices▪ Gestion financière prudente
Transition vers l'accès direct aux fonds	<ul style="list-style-type: none">▪ Les pays en dév. peuvent conclure des partenariats avec les instit. internat. pour contrôle fiduciaire▪ Les pays en dév. doivent instaurer progressivement leurs propres processus et capacités
Flexibilité dans le choix des institutions de mise en oeuvre	<ul style="list-style-type: none">▪ Le choix des partenaires pour la mise en oeuvre doit être fait par les pays en dév. au niveau national▪ Encourager partenariats public-privé

Dans un cadre institutionnel REDD+, un Fonds REDD+ à trois guichets à l'appui d'une approche progressive



Plan

1. Expérience PNG : Développement et REDD+
2. Statut de la REDD+ après Copenhague
3. Réflexions sur les besoins institutionnels en vue d'un arrangement provisoire REDD+
- 4. Conclusions et prochaines étapes**

Suggestions pour les conclusions des discussions d'aujourd'hui



- **Accepter** de travailler ensemble à l'adoption d'un arrangement de partenariat provisoire REDD+ ...
- ... **s'inspirant** des négociations de la CCNUCC et venant les **renforcer**
- **Commencer** le processus aujourd'hui (Paris, 11 mars)...
- ... et **finaliser** les arrangements d'ici la Conférence d'Oslo sur le climat et la forêt du 27 mai
- **S'informer** au moyen d'un examen approfondi de l'existant (actions, financements et institutions) à compléter dès que possible
- **Des propositions** pour l'arrangement provisoire REDD+ pourraient être présentées dès que possible
- **Un groupe virtuel de pays facilitateurs** (4+4) surveillant un petit secrétariat technique pour mener le processus de manière inclusive et transparente
- Résultats attendus : **accord d'Oslo pour un partenariat, provisoire REDD+** et plan d'accélération des financements